

## LA SANTÉ

### LE FINANCEMENT DES MAISONS DE CONVALESCENCE— L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE- PROVINCIALE—LA MODIFICATION DE LA LOI

[Traduction]

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** En l'absence du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, même s'il devrait occuper son fauteuil aujourd'hui, je poserai ma question au premier ministre, si je peux attirer son attention. Le financement des maisons de convalescence figurera-t-il à l'ordre du jour de la prochaine conférence fédérale-provinciale sur le bien-être social ou le gouvernement amendera-t-il la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques pour prévoir une aide fédérale à ces maisons au pays?

[Français]

**M. Gaston Isabelle (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, cette question sera portée à l'attention du ministre, qui y accordera sans doute une attention toute spéciale.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

### LA POMME DE TERRE—LA DEMANDE D'AIDE DE L'ÎLE-DU- PRINCE-ÉDOUARD ET DU NOUVEAU-BRUNSWICK

[Traduction]

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Que peut-il annoncer à la Chambre au sujet de l'assistance aux producteurs de pommes de terre des provinces atlantiques à la suite de sa rencontre lundi dernier avec les ministres de l'Agriculture de la région?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, les instances des ministres de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick sont de nature quelque peu différente de celles qu'ils ont faites dans le passé, en ce sens qu'ils ne réclament pas un programme aux termes de la loi sur la stabilisation des prix agricoles. De très bonnes raisons justifient ce revirement, mais je ne peux pas les expliquer maintenant. Il s'agit d'une nouvelle conception de l'assistance que nous prenons en sérieuse considération.

\* \* \*

## LE PÉTROLE

### LE PROJET DE PIPE-LINE TRANSALASKIEN—LES ENTRE- TIENS AVEC LES É.-U.—LA COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je crois que c'est lundi prochain que le ministre rencontrera le secrétaire d'État américain, M. William Rogers. Le ministre a-t-il l'intention de s'entretenir avec lui du pipe-line transalaskien, et est-ce qu'on

présentera au gouvernement américain des études sur les risques que comporte pour l'écologie le transport de pétrole par des pétroliers le long de la côte du Pacifique? Si oui, qui est chargé de préparer ces études? Des représentants du ministère canadien des Transports accompagneront-ils le ministre lorsqu'il exposera ces vues?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le député a demandé si j'assisterais à ces réunions. Au contraire, ces réunions se tiendront à l'échelon administratif. La délégation canadienne sera dirigée par le directeur général du bureau des affaires économiques et scientifiques du ministère des Affaires extérieures. Elle comprendra des fonctionnaires des ministères des Transports, des Pêches et des Forêts, ainsi que de l'ambassade du Canada à Washington et de la province de la Colombie-Britannique.

**M. Douglas:** Je n'ai pas bien compris le premier ministre l'autre jour. J'avais cru que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures rencontrerait M. Rogers. Puis-je demander si une telle rencontre a été prévue, car le ministre n'a pas oublié qu'il nous a dit il y a quelque temps qu'il songeait à des pourparlers avec M. Rogers au sujet du pipe-line transalaskien?

**L'hon. M. Sharp:** Ce que j'ai dit à la Chambre, c'est que j'avais communiqué avec M. Rogers pour prendre rendez-vous. Le premier ministre m'a confirmé qu'il n'avait pas annoncé ma présence ni celle de M. Rogers. Comme le sait la Chambre, M. Rogers s'acquitte actuellement d'une mission très importante au Moyen-Orient. Nous ne voudrions certes pas le rappeler pour me rencontrer maintenant.

**M. Douglas:** Puis-je demander si l'on traitera, à cette réunion, d'instances portant sur les essais nucléaires souterrains à l'île Amchitka? Dans l'affirmative, quelles instances présentera le gouvernement canadien?

**L'hon. M. Sharp:** Non, monsieur l'Orateur. La Chambre conviendra, j'en suis certain, que la réunion devrait avoir comme objectif l'étude des dangers qu'entraînerait pour l'environnement la construction du pipe-line transalaskien et le mouvement parallèle de pétroliers le long du littoral occidental. Nous avons présenté des instances aux États-Unis au sujet des essais d'Amchitka. Le président des États-Unis n'a pas encore pris de décision. J'espère qu'il reconnaîtra les dangers que nous avons signalés.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** J'aurais une question supplémentaire pour le premier ministre. N'y a-t-il pas d'omission dans la liste des hauts fonctionnaires que nous a lue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, car il n'a mentionné personne du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Lorsque j'ai demandé des renseignements à certains ministres l'autre jour, le premier ministre m'a dit de m'adresser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, responsable de l'affaire.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, mais il n'est pas responsable de la mission à Washington.